

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Assemblée Plénière du lundi 25 septembre 2023

Membres en exercice : 26
Présents : 23
Procuration(s) : 2
Absent(s) : 1
Nombres de votants : 25
Votes pour : 25
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : mardi 12 septembre 2023

DELIBERATION N°DL_AP2023_0176

Relative à l'octroi de mer applicable sur l'eau minérale dans le Département de Mayotte

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-cinq septembre, à 08h30, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée Plénière, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.
Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Salime MDERE, Madame Mariam SAID KALAME, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Nadjima SAID, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC

Conseillers départementaux représentés :

Monsieur Alain SARMENT donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU, Monsieur Saindou ATTOUMANI donne pouvoir à Monsieur Ben Issa OUSSENI

Conseillère départementale absente :

Madame Zaounaki SAINDOU

Secrétaire de séance désignée :

Madame Hélène POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu la loi organique n°2010-1486 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte ;
- Vu la loi n°2010-1487 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte ;
- Vu la Décision UE 2021/991 du Conseil de l'Union européenne du 7 Juin 2021 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises et modifiant la Décision n°940/2014/UE ;
- Vu la loi 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer, modifiée par la loi n°2015-762 du 29 juin 2015, modifiée par l'article 99 de la loi de finances n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 pour 2022 ;
- Vu le Règlement d'exécution (UE) 2021/1832 de la Commission Européenne du 12 octobre 2021 ;
- Vu la délibération N°DL_AP2021_0197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu le rapport n°2023-01942 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu l'avis de la commission réunie du 21 septembre 2023.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

Le Conseil Départemental,

DECIDE

Article 1 : Pour le tarif général d'octroi de mer :

- **d'approuver**, au titre de l'article 27 de la loi 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer, **les modifications apportées** au tarif général de l'octroi de mer intitulé « TARIF OM 2022 », **et détaillées dans le tableau ci-dessous** :

LISTE DES PRODUITS					
- NC8	Libellé	Taux actuels		Nouveaux taux proposés	
		OM	OMR	OM	OMR
22011011	Eau minéral	0,00	0 %	0,00	0,00

Ces nouveaux taux seront applicables pour une durée de 6 mois supplémentaires à partir du 11 janvier 2024 jusqu'au 11 juillet 2024. A l'issue des 6 mois correspondants, les taux **applicables sont ceux du tarif général d'octroi de mer en vigueur** ;

Article 2 : Toutes les dispositions de l'article 1 de la présente délibération entreront en vigueur à compter du 11 janvier 2024 suite à sa publication au RAA (recueil des actes administratifs) et son affichage au siège du Département.

Article 3 : de demander à l'État de mettre en place un contrôle des prix pour vérifier l'application effective de l'exonération de l'octroi de mer dans les grandes surfaces et les petits magasins afin de garantir à la population l'accès à l'eau à un prix qui tient compte des efforts consentis par le département ;

Article 4 : Le Directeur général des services du Département et le Directeur régional des Douanes et Droits indirects de Mayotte sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération ;

Article 5 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication «et affichage» et sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental

Ben Issa OUSSENI

